



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TIM/2007/5
31 juillet 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU BOIS

Soixante-cinquième session
8-11 octobre 2007
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**PLANIFICATION DE L'ÉVALUATION DES RÉSULTATS
DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2008-2009**

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document donne un aperçu de l'évaluation des résultats du sous-programme relatif au bois et à la foresterie. Il expose le cadre d'évaluation des résultats pour chaque groupe d'activité aux fins des évaluations devant être réalisées par la CEE au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Le Comité est invité à examiner les réalisations attendues et les indicateurs de résultat proposés et à les entériner.

En outre, le Comité est saisi d'une proposition de cadre stratégique pour 2010-2011 concernant le sous-programme établi dans le cadre du cycle d'évaluation de l'ONU. Il est invité à examiner la proposition avant qu'elle ne soit soumise au Comité exécutif.

I. INTRODUCTION

1. Comme toute organisation de grande taille, l'Organisation des Nations Unies, y compris la CEE, doit planifier ses activités avec la participation des parties prenantes, permettant ainsi à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale de prendre les décisions d'ordre budgétaire voulues. En outre, après une période donnée – deux ans dans le cas de l'ONU – les responsables d'un programme doivent rendre compte des réalisations et justifier des résultats.

2. Ces dernières années, tout comme de nombreux organismes publics, l'Organisation des Nations Unies est passée à un système de gestion fondée sur les résultats, en vertu duquel les évaluations des programmes sont analysées au regard des résultats obtenus et non sur la seule base des réalisations produites. Cette transition nécessite la mise en place de mécanismes conçus pour superviser les résultats et en rendre compte (par exemple, enquêtes auprès des utilisateurs, estimation des téléchargements à partir de sites Web, mise en œuvre de recommandations). Enfin, le processus dans son ensemble devrait servir à améliorer les résultats grâce aux enseignements tirés de l'expérience.

3. Dans le cas du sous-programme intitulé «bois et foresterie», l'environnement institutionnel rend le processus plus complexe. L'ONU¹ dispose d'au moins trois cadres formels pour la planification des programmes, l'évaluation des résultats et l'établissement de rapports.

a) Le système d'évaluation obligatoire en vigueur dans l'ensemble de l'ONU, conformément aux instructions prévues par l'Assemblée générale et le Siège;

b) Les évaluations biennales de la CEE devant être entreprises par chaque comité sectoriel sur demande de la Commission;

c) Le système de planification et d'exécution propre au sous-programme «bois et foresterie», dans le cadre d'examens stratégiques quadriannuels, de sessions annuelles, de contrôles exercés par les bureaux, ainsi que dans le cadre de consultations étroites avec la communauté d'experts par le biais d'équipes de spécialistes et d'ateliers.

4. Ces trois systèmes ont leurs propres exigences légitimes, et il est impossible d'en faire abstraction ou de les contourner. Le défi pour toutes les parties concernées, et en particulier pour la Section du bois de la CEE/FAO, est de mettre en adéquation tous les processus et de rationaliser l'utilisation des ressources, notamment en harmonisant les périodes de planification et en utilisant les mêmes méthodes pour l'évaluation des résultats.

¹ En tant que sous-programme conjoint de la CEE et de la FAO, le programme relève également du système de la FAO, dont la Conférence et le Conseil sont les organes faîtières.

II. SYSTÈME D'ÉVALUATION OBLIGATOIRE À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

5. Afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles et conformément aux prescriptions de l'Organisation des Nations Unies, deux outils essentiels sont utilisés pour garantir que les activités menées répondent de façon satisfaisante aux objectifs fixés ainsi qu'aux besoins des utilisateurs et des parties prenantes:

a) Le cadre de gestion fondée sur les résultats et le cadre de budgétisation axée sur les résultats;

b) Les auto-évaluations.

6. Conformément au système de gestion fondée sur les résultats et de budgétisation axée sur les résultats, avant chaque exercice biennal tous les sous-programmes fixent un cadre stratégique qui détermine leurs objectifs selon des «réalisations escomptées» et, pour chacune d'entre elles, des indicateurs de succès. Le cadre stratégique se rapportant au sous-programme de la CEE intitulé «bois et foresterie» relevant du budget-programme 2008-2009 a été approuvé par l'Assemblée générale (A/61/6) (Programme 16).

7. Outre les évaluations précitées, les sous-programmes doivent aussi réaliser des auto-évaluations approfondies de projets ou d'activités dans des domaines particuliers. L'objectif premier de ces auto-évaluations est de garantir l'efficacité des activités entreprises et d'en optimiser les effets. Ainsi, pour l'exercice biennal 2008-2009, le secrétariat a décidé que les deux thèmes ci-après feraient l'objet d'une auto-évaluation:

a) L'examen stratégique: un examen externe approfondi du programme dans son ensemble (voir ECE/TIM/2007/4);

b) Les principaux produits du sous-programme (sites Web, publications, communiqués de presse, bulletins, réunions, séminaires, ateliers) dans le cadre d'une enquête auprès des utilisateurs.

III. ÉVALUTATIONS BIENNALES DE LA CEE POUR 2008-2009

8. Résolus à assurer la transparence et l'efficacité de la gestion des programmes, les pays membres de la CEE ont décidé, à la session de la Commission de 2004, de mettre davantage l'accent sur l'évaluation en tant qu'instrument de gestion des activités de la Commission. Cette dernière a donc prié les comités sectoriels de procéder à des évaluations biennales de leurs sous-programmes et de prendre en compte les résultats de ces évaluations dans l'élaboration de leurs programmes de travail. La réforme de la CEE entreprise en 2005 a consolidé cette ligne de conduite.

9. Les évaluations biennales devraient être l'occasion pour les membres de chaque comité sectoriel d'examiner et de réaffirmer en permanence la pertinence des activités et des modules correspondants au regard des objectifs visés par les sous-programmes. Les résultats de ces évaluations devraient concourir à déterminer les priorités des sous-programmes et à préciser la redistribution des ressources connexe.

10. Dans le cadre de ces évaluations, chaque comité sectoriel a été chargé d'identifier des groupes d'activité et d'approuver les réalisations escomptées pour 2008-2009 pour chaque module, et de déterminer les indicateurs de succès et les méthodes d'évaluation connexes. De par son degré de détail, cette démarche correspond mieux à la réalité dans le contexte de la CEE que la stratégie nécessairement plus globale menée à l'échelle des Nations Unies (voir par. 6 ci-dessus), tout en observant la même méthode fondée sur les résultats.

11. Ces évaluations biennales devraient comporter deux étapes: a) une étape de planification, avant chaque exercice biennal, comme il est mentionné ci-dessus; b) une étape d'évaluation, au terme de tout exercice biennal, visant à établir un compte rendu de chaque réalisation escomptée, y compris des enseignements tirés et des recommandations formulées en vue de remaniements éventuels des programmes.

12. Le secrétariat a élaboré une proposition concernant les réalisations et les indicateurs pour chacun de ses groupes d'activité qui sera soumise au Comité pour examen et approbation. En 2009, à sa session annuelle, le Comité devra examiner certains aspects de l'évaluation (pertinence, efficacité, impact) lors de l'examen des réalisations de chaque groupe d'activité du sous-programme. Des lignes directrices pour ces évaluations ont été établies par le Groupe de la planification, du suivi et de l'évaluation des programmes et sont disponibles dans le guide consacré aux évaluations biennales des résultats des sous-programmes établi par les comités sectoriels de la CEE, à l'adresse suivante: <http://www.unece.org>.

13. Les groupes d'activité du sous-programme relatif au bois et à la foresterie correspondent logiquement à ses cinq domaines d'activité: Marchés et statistiques (1), Évaluation des ressources forestières et indicateurs de la gestion durable des forêts dans la région (2), Études sur les perspectives du secteur forestier (3), Aspects sociaux et culturels (4) et Questions de politique générale et questions intersectorielles (5). Les réalisations escomptées par groupe ont été identifiées sur cette base, compte tenu également du budget prévu pour l'évaluation de l'exécution du sous-programme, approuvé par l'Assemblée générale. Toutefois, aucune réalisation escomptée n'a été fixée pour le domaine d'activité 4 (Aspects sociaux et culturels), étant donné que ces travaux sont principalement assurés par des organismes partenaires et que toutes les activités identifiées ont déjà été menées à bien de façon satisfaisante à la fin de 2007. Les activités de renforcement des capacités relevant de tous les domaines d'activité sont réunies dans un «groupe» distinct.

14. Les réalisations escomptées proposées pour 2008-2009 et les indicateurs de succès pour le sous-programme «bois et foresterie» sont présentés à l'annexe 1.

15. ***Le Comité est invité à examiner et à adopter les réalisations escomptées pour les évaluations biennales. Ces questions seront aussi examinées plus en détail dans le cadre de l'examen stratégique (voir ECE/TIM/2007/4).***

IV. CADRE STRATÉGIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR 2010-2011

16. Conformément au processus de planification des programmes de la CEE, le projet de cadre stratégique doit être examiné par les comités sectoriels avant d'être soumis au Comité exécutif en novembre ou décembre 2007 et au Siège de l'ONU au début de 2008. Cette proposition pourra toutefois être révisée en fonction des résultats de l'examen stratégique.

17. Comme il est indiqué à l'annexe 2, le cadre stratégique relatif au sous-programme pour 2010-2011 contient les éléments suivants:

- a) Objectif du sous-programme;
- b) Réalisations escomptées et indicateurs de succès s'y rapportant;
- c) Stratégie visant à obtenir les réalisations escomptées et à atteindre les objectifs du sous-programme;
- d) Liste des mandats confiés par les organes délibérants.

18. *Le Comité est invité à examiner et à modifier le cas échéant le projet de cadre stratégique pour 2010-2011 en vue de le soumettre au Comité exécutif à l'automne 2007.*

Annexe 1

**Réalisations escomptées et indicateurs de succès en rapport avec le sous-programme
«bois et foresterie» pour 2008-2009, présentés par groupe d'activité,
aux fins des évaluations biennales de la CEE**

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Capacité accrue d'évaluer les ressources forestières et de faire rapport sur ce sujet dans l'optique de la gestion durable des forêts (Domaine d'activité 2 – Ressources forestières)	i) Pourcentage accru des pays de la CEE en mesure de communiquer des données satisfaisantes sur des indicateurs quantitatifs de la gestion durable des forêts
b) Capacité accrue de superviser les politiques et les institutions du secteur forestier, en vue du renforcement du cadre institutionnel et juridique (Domaine d'activité 5 – Politiques et institutions du secteur forestier)	i) Pourcentage accru des pays de la CEE en mesure de communiquer des données satisfaisantes sur les indicateurs qualitatifs de la gestion durable des forêts (politiques, institutions, instruments) ii) Pourcentage accru des pays de la CEE qui se sont dotés de programmes forestiers nationaux ou de cadres de politique générale analogues applicables au secteur des forêts dans une perspective globale
c) Meilleure compréhension de l'utilisation rationnelle du bois, qui se traduit par des politiques visant à encourager cette utilisation et capacité accrue d'en suivre l'évolution (Domaine d'activité 1 – Marchés et statistiques)	i) Pourcentage accru des pays de la CEE qui appliquent des politiques favorisant une utilisation rationnelle du bois, que ce soit ou non dans le cadre de programmes forestiers nationaux ii) Pourcentage des pays de la CEE en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes au Questionnaire commun sur le secteur forestier de la CEE, la FAO, l'Organisation internationale des bois tropicaux et Eurostat
d) Capacité accrue des pays de la Communauté d'États indépendants et de l'Europe du Sud-Est de parvenir à une gestion durable des forêts au niveau national, notamment par la mise au point de mesures d'intervention appropriées (Ce «groupe» comprend les activités de renforcement des capacités relevant de tous les domaines d'activité)	i) Nombre accru de pays de la Communauté d'États indépendants et de pays de l'Europe du Sud-Est qui adoptent des programmes forestiers nationaux ii) Degré d'utilité perçue des activités de renforcement des capacités pertinentes
e) Meilleure compréhension des questions et des perspectives politiques, y compris de l'interaction entre le secteur forestier et d'autres secteurs, ce qui se traduit par l'amélioration des politiques (Domaines d'activité 3 – Études sur les perspectives du secteur forestier – et 5 – Questions intersectorielles)	i) Degré d'utilité perçue par les responsables politiques et d'autres parties prenantes, des études ou publications, forums politiques et ateliers pertinents

Les données de référence et les objectifs proposés seront communiqués à la session extraordinaire, en avril 2008.

Annexe 2**Proposition de cadre stratégique pour la période 2010-2011****Sous-programme 7****Bois et foresterie**

Objectif de l'Organisation: Améliorer la gestion durable des forêts, et notamment l'utilisation rationnelle et légale des ressources en bois et des autres produits et services forestiers, sur la base de politiques et institutions appropriées, dans la région de la CEE.

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
<p>a) Meilleure compréhension, fondée sur une meilleure surveillance de la gestion durable des forêts, englobant:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Politiques et institutions ii) Ressources forestières iii) Utilisation rationnelle du bois sur les marchés nationaux et les marchés d'exportation iv) Perspectives pour le secteur dans un contexte plus vaste et intersectoriel 	<ul style="list-style-type: none"> i) Degré d'utilité perçu par les responsables politiques et d'autres parties prenantes des études/publications, forums politiques et ateliers pertinents ii) Pourcentage accru des pays de la CEE en mesure de communiquer des données satisfaisantes sur les indicateurs quantitatifs relatifs à la gestion durable des forêts iii) Pourcentage accru des pays de la CEE en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes au Questionnaire commun sur le secteur forestier (utilisé pour suivre l'évolution de l'utilisation rationnelle du bois) de la CEE, la FAO, l'Organisation internationale des bois tropicaux et Eurostat iv) Pourcentage accru des pays de la CEE en mesure de fournir des données satisfaisantes sur des indicateurs qualitatifs relatifs à la gestion durable des forêts
<p>b) Renforcement des capacités des pays de l'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale et des pays de l'Europe du Sud-Est en vue de parvenir à une gestion durable des forêts au niveau national</p>	<ul style="list-style-type: none"> i) Degré d'utilité perçu par les responsables politiques et d'autres parties prenantes, des études/publications, réunions et ateliers pertinents

Stratégie

Le sous-programme relève de la responsabilité de la Division du commerce et du bois (Section du bois). Il aura pour objectifs de mettre au point et d'appliquer des outils d'analyse et de surveillance, des politiques et des initiatives engagées sur le terrain, de recueillir, de valider et de diffuser des informations et des analyses et d'encourager le partage des données d'expérience, de meilleures pratiques et l'évaluation conjointe des progrès accomplis. Les priorités pour 2010-2011 seront arrêtées en fonction de l'examen stratégique du programme intégré de la CEE/FAO et d'autres enceintes, notamment la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe.

Tous les pays bénéficieront de la coopération internationale mais le sous-programme fera une place particulière aux pays de l'Europe orientale, du Caucase, d'Asie centrale et de la région méditerranéenne. Conformément à la stratégie retenue pour l'exécution du sous-programme, la CEE travaillera en coopération avec la FAO et la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe et apportera une contribution régionale au Forum des Nations Unies sur les forêts. Pour soutenir la bonne gestion des forêts, notamment l'utilisation des produits du bois et des produits forestiers qui soit viable aux plans écologique, économique et social, il importe de préserver l'équilibre entre ces trois aspects, sur la base d'un consensus fort entre toutes les parties prenantes, quant aux buts et aux méthodes, et de veiller à ce que la stratégie soit bien intégrée au cadre politique régissant d'autres secteurs (conception transsectorielle). S'il est vrai que la concrétisation de la gestion durable des forêts relève essentiellement de la souveraineté nationale, la coopération régionale et internationale, pourra, grâce à l'appui du sous-programme «bois et foresterie» et de ses partenaires, contribuer à l'élaboration et à la diffusion de notions et d'informations, au partage des données d'expérience et à la mise au point d'instruments de mesure types (indicateurs) pour la gestion durable des forêts.

Mandats confiés par les organes délibérants

Sous-programme 7: Bois et foresterie

Résolutions de l'Assemblée générale

- 54/218 Mise en œuvre et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et des résultats de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Résolutions du Conseil économique et social

- 2006/38 Plan de travail pour la réforme de la Commission économique pour l'Europe et mandat révisé de la Commission
